

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Jessye Ella Ekogha : "La vacance du pouvoir est un disque rayé"

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

POUR sa première sortie médiatique de l'année, le conseiller spécial du chef de l'État et porte-parole de la présidence de la République, Jessye Ella Ekogha, était hier face à la presse nationale et internationale. Il est revenu sur les récents déplacements du premier gabonais, Ali Bongo Ondimba, notamment sa participation au sommet UE-UA, à Bruxelles en Belgique, mais surtout sur la dernière sortie publique de l'opposant radical, Jean Ping. Alors que le chef de l'État s'est rendu la semaine écoulée à Bruxelles pour prendre part aux côtés de ses pairs africains et européens au sommet UA/UE, le candidat malheureux à la présidentielle de 2016, Jean Ping, en a profité pour s'adresser aux Gabonais sur les réseaux sociaux. Si pour lui, le pays est devenu "un navire sans capitaine ni boussole, livré au gré des convoitises", Jessye Ella Ekogha a précisé que "l'appel de M. Ping au sujet de la vacance du pouvoir est un disque rayé. On a l'impression que c'est devenu une formule de certains acteurs politiques pour pouvoir exister. Quand ce dernier appelle les institutions qu'il y a quelques années il ne reconnaissait pas, à déclarer la vacance du pouvoir,



Jessye Ella Ekogha, lors de la conférence de presse.

on se demande bien à quoi il joue. La communauté internationale qu'il appelle à faire pression, n'est-ce pas la même avec laquelle le chef de l'État s'est entretenu récemment ?". De plus, selon le porte-parole de

la présidence de la République, "appeler à la vacance du pouvoir montre combien M. Ping est en perte de vitesse. C'est la résultante du bouleversement de la classe politique qu'on observe actuellement avec le départ de

certains de ses alliés au sein du camp du parti démocratique gabonais (PDG)". En outre, lors de cette conférence de presse, Jessye Ella Ekogha est revenu sur la récente participation du président de la

République au sommet UE-UA. Pour lui, "cette rencontre internationale vient une nouvelle fois démontrer l'importance du Gabon sur la scène diplomatique et rappeler que le Gabon n'est un pays parmi tant d'autres dans le concert des nations. Les retombées de ce sommet se traduisent par la volonté de notre pays d'avoir de nouveaux partenaires et plus largement de nouveaux investisseurs".

Sur le plan domestique, le porte-parole de la présidence de la République a fait le point sur la gouvernance nationale. En clair, il s'est agi des questions de Santé, d'Éducation et de Sport. Au sujet des cris des populations en référence à la mise au second plan des autres pathologies au profit de la Covid-19, Jessye Ella Ekogha a indiqué que "la Covid-19 a bousculé nos habitudes et celles de notre système de santé. L'objectif du chef de l'État est d'offrir à nos populations des soins de qualité, et ce, en créant des structures sanitaires de proximité pour soulager l'affluence dans nos centres hospitaliers. C'est pour cette raison que le chef de l'État a rencontré il y a quelques jours, la cheffe du gouvernement et le ministre de la Santé".

Concernant le secteur Éducation, et surtout la question du recrutement des enseignants vacataires, l'orateur principal a précisé que "l'idée est de trouver des réponses concrètes. Il y a des dialogues qui sont menés avec les différents acteurs concernés. Il faut parfois voir le verre à moitié plein".

Enfin, sur la question de la reprise du championnat national et de l'inégalité des primes entre le football masculin et féminin, le conférencier a rappelé que "pour l'heure il y a un arrêté qui interdit la pratique du sport dans notre pays et l'un des principaux blocages au démarrage du championnat national est la vaccination des différents acteurs. Pour ce qui est des écarts de traitement, le chef de l'État a instruit les différents services pour un meilleur traitement des deux catégories".

Contrepoint

Biens mal acquis : "un acharnement envers le Gabon"

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

EN marge de sa traditionnelle conférence de presse, le porte-parole de la présidence de la République, Jessye Ella Ekogha est revenu sur l'affaire "des biens mal acquis" récemment relayé par la presse étrangère. Alors que l'article pu-

blié par Mediapart le 21 février dernier sous le titre "la charge d'un juge d'instruction français contre le président du Gabon" a fait sensation sur les réseaux sociaux, le conseiller spécial du chef de l'État a fait quelques commentaires. Dans les faits, la justice française a indiqué que le Gabon ne pourrait se porter partie civile dans cette affaire. Pour lui, "sur cet article, il faut

d'abord rappeler que c'est une procédure en cours. C'est curieux de voir un tel acharnement envers le Gabon. On ne peut que déplorer ces méthodes de la justice française qui viole le secret de l'instruction. On veut à tout prix associer le chef de l'État alors qu'il n'était pas encore en fonction au moment des faits".

Aussi, d'après Jessye Ella Ekogha, "il serait bien de parler également

de la lutte contre la corruption menée par le président de la République. Car depuis son arrivée au pouvoir, les faits parlent d'eux-mêmes. Il y a plusieurs organismes chargés de veiller au contrôle de nos finances qui ont vu le jour, ce sont des efforts à saluer. Et j'ajouterais également que cet argent nous a permis de financer plusieurs projets".